

« FAIRE GRANDIR LES ENFANTS : EXPÉRIENCES COLLECTIVES

DANS LES QUARTIERS D'HABITAT SOCIAL »

Joëlle BORDET, psychosociologue, chercheuse au CSTB (Centre scientifique et technique du bâtiment).

Auteure de « Faire grandir les enfants : expériences collectives dans les quartiers d'habitat social », en cours de parution.

*Texte communiqué à partir de la rencontre-débat du 21 janvier 2004
Organisée par le Centre de Ressources Politique de la Ville en Essonne*

Face à l'intensification de la stigmatisation des jeunes et des familles confrontés à la désaffiliation sociale, à la relégation et au renforcement de la pénalisation de ces populations, nous proposons de créer de nouvelles solidarités collectives entre les représentants des institutions publiques, les responsables politiques et les adultes aux prises avec ces situations pour « faire grandir les enfants » : c'est un enjeu pour toute la société.

En étayage à nos réflexions et à notre expérience de chercheur psychosociologue au CSTB, nous développons le sens de cette proposition, son importance et comment elle peut être déclinée sur quatre champs cruciaux pour « faire grandir les enfants » : la justice, l'école, la culture, l'espace public. Pour chaque champ, une analyse d'expériences significatives de ces solidarités, qui pour la plupart ont existé pendant environ sept à dix ans, est proposée.

Nous postulons ainsi la nécessaire responsabilité collective pour « faire grandir les enfants » et pour accueillir les nouvelles générations. Celle-ci suppose de mener un travail d'humanisation et d'ouverture au monde, car le petit d'homme ne peut vivre et se développer que si, lors de son enfance et de son adolescence, il est protégé et éduqué.

Notre ouvrage en cours de parution vise à alimenter les points de vue de tous les professionnels, les élus, les adultes d'une façon générale impliqués auprès de ces enfants et de ces adolescents. Compte tenu de nos travaux, nous parlerons principalement des adolescents, mais la perspective proposée ici s'adresse aussi aux enfants.

« Faire grandir les enfants » : un travail d'humanisation, de protection et d'ouverture au monde

Une responsabilité collective des adultes

Depuis de nombreuses années, « faire grandir » les enfants dans une société moderne n'est pas un enjeu facile. Nous ne sommes plus dans une société de reproduction où la tradition et les rapports d'autorité permettent d'être dans une transmission directe. À chaque génération, les adultes ont la responsabilité d'accueillir les adolescents, de refaire avec eux « société », d'être à la fois accueillants et présents pour exister, transmettre et se confronter parfois à des

visions du monde différentes. Pour chaque adulte, chaque parent, c'est une position interne à construire, moment aussi où pour soi-même l'on change, on s'identifie autrement à un rôle parental, à l'accompagnement de l'autre, le plus jeune... une autre conscience de l'âge, de soi, des autres, de sa propre génération. « *L'éducation est le point où se décide si nous aimons assez le monde pour en assumer la responsabilité, et de plus, le sauver de cette ruine qui serait inévitable sans le renouvellement et sans cette arrivée de jeunes et de nouveaux venus. C'est également avec l'éducation que nous décidons si nous aimons assez nos enfants pour ne pas les rejeter de notre monde, ni les abandonner à eux-mêmes, ni leur enlever leur chance d'entreprendre quelque chose de neuf, quelque chose que nous n'avions pas prévu, mais les préparer d'avance à la tâche de renouveler un monde commun.* » Cette phrase d'Hannah Arendt¹ est particulièrement significative de cette position à construire en soi-même et avec les autres.

Ainsi, « faire grandir les enfants » ne peut se réduire à un débat de méthodes, de programmes, d'instruments opératoires, mais repose sur des positions construites par les adultes pour accompagner et accueillir ces nouvelles générations. Au-delà de l'intention générale, avec laquelle, de façon explicite, nous pouvons être tous d'accord, nous sommes aujourd'hui confrontés à de réelles difficultés pour assumer cette position, mais nous avons aussi de nouvelles possibilités. La proposition que nous abordons ici concerne l'ensemble de notre société, et n'est pas imputable qu'aux adultes vivant dans les quartiers d'habitat social, aux prises avec une grande fragilisation sociale et parfois avec une relégation spatiale.

Cependant, dans cet ouvrage en cours d'élaboration, c'est à propos d'eux, de leurs enfants, de la solidarité que nous pouvons développer avec eux dont nous parlons. Nous souhaitons que cette réflexion ouvre de nouvelles perspectives, permette de repousser les limites des stéréotypes, de la stigmatisation, qu'elle contribue à ce que les adolescents qui vivent dans ces conditions soient reçus, accueillis et aimés par cette société. Idéal difficile, mais cela signifierait pour nous tous de penser que, par avance, des adolescents seraient a priori désignés comme des dangers potentiels, et que la méfiance et la prévention contre le risque seraient les premières caractéristiques de leur accueil. Aujourd'hui, la spirale de la dangerosité est inquiétante. Plus les jeunes sont désignés comme dangereux, plus ils se mettent en danger pour exister et deviennent dangereux pour autrui. Arrêter cette spirale suppose un travail collectif des adultes et des institutions pour que demain les jeunes les plus fragiles ne soient pas embrigadés par des adultes sectaires ou destructeurs.

Trouver la confiance en soi, dans les autres et dans l'avenir pour ouvrir le monde aux adolescents

Les adultes qui vivent dans les quartiers d'habitat social ont traversé des moments d'histoire personnelle et collective difficiles : exil, chômage et parfois des situations familiales complexes. À chaque fois, ils ont dû se réadapter, transformer leurs systèmes de valeurs et leurs rapports avec le pays d'origine. Leurs enfants sont nés dans cette histoire. Ils ont vu parfois leur père perdre

1. ARENDT Hannah, *La crise de la culture*, Gallimard, 1972.

piéd, car la fermeture de l'usine signifiait l'absence de travail et de statut social reconnu. Les mères ont été à la fois très attirées par ce nouveau monde et nous ont souvent dit leurs difficultés à s'étayer sur des valeurs sûres pour accompagner leurs enfants. Le très beau film de Yasmina Benguigui, *Mémoires d'immigrés*, montre parfaitement les pères qui témoignent de ce moment d'arrachement à leur terre natale et en même temps de cette soif de la découverte, de ce nouveau monde, puis de l'inquiétude pour eux, pour leurs proches.

Dans les quartiers d'habitat social, toute l'histoire de la classe ouvrière est là, mais aussi celle de la décolonisation, de l'exode rural, des transformations majeures de la reconstruction de la France des années 1945. C'est aussi l'histoire d'aujourd'hui, le rapport aux autres, à la multiplicité des identités et des religions. Au-delà de l'aspect fonctionnel renforcé par les formes d'urbanisme, un quartier, aujourd'hui, c'est une concentration de toutes ces cultures, de toutes ces origines, de toutes ces histoires. Par exemple, aujourd'hui, le quartier de la Grande Borne à Grigny (Essonne) accueille des personnes de trente-cinq nationalités, dont plus de 35 % de la population a moins de vingt-cinq ans et dont près de 30 % sont au chômage.

Comment, au-delà de la relégation, ce capital local peut-il être une source de confiance en soi, dans les autres ? Lors de nombreux moments de festivité, cette richesse s'exprime mais trop souvent les responsables des institutions ne font pas assez confiance aux habitants, en agissant pour eux plutôt qu'avec eux. Nous pensons, par exemple, à la naissance de l'association « Conseils de famille » dans le quartier des Poètes à Pierrefitte-sur-Seine (Seine-Saint-Denis). Face aux difficultés dans le quartier, aux adolescents qui vandalisaient le centre social, qui agressaient les animateurs et le directeur, l'équipe a décidé la fermeture du centre et a fait alors le choix de reconstruire leur projet avec les parents. Dans un premier temps, les pères et les mères se sont réunis, mais les mères ont laissé la responsabilité de ce projet aux pères. Pendant plusieurs années, les pères et les mères ont travaillé avec le centre social, et se sont souvent réunis chez l'un d'entre eux le dimanche pour discuter de l'éducation des enfants, ici, en France. Ce travail collectif n'est pas facile à soutenir, la tendance à la fermeture, à l'individualisme est grande. La honte aussi face au voisinage, aux travailleurs sociaux. Pourtant, quand cette confiance collective reprend vie, les adultes reprennent pied face à leur enfant et peuvent intervenir quand la vitre du centre social est cassée ou quand la voisine du dessus se fait insulter depuis plusieurs soirs.

Cela suppose aussi de se confronter à l'usure, à ce recommencement perpétuel de devoir accueillir, faire confiance, et ce n'est pas facile quand les dimensions structurelles du chômage, de la surpopulation s'intensifient. Ainsi, aujourd'hui, au quartier des Poètes à Pierrefitte-sur-Seine, les adultes désespèrent et s'épuisent. Les adolescents agressent de nouveau les commerçants. Les instituteurs sont confrontés quotidiennement à des violences. Le centre social va mal. La ville elle-même a des difficultés financières et peine à soutenir l'ouverture du quartier.

Ce travail de confiance collectif est à renouveler sans cesse ; c'est un tissage

permanent, porté à la fois par des projets collectifs et politiques. Nous regrettons souvent qu'un travail d'évaluation sur plusieurs années n'ait pas été fait, car une part importante de ce que l'on appelle la politique de la Ville a été de soutenir les efforts collectifs. La restriction des financements aux associations et la remise en question de programmes de médiation, tels que les emplois jeunes ou les adultes relais de la part de l'État, portent atteinte à ce travail collectif de confiance dans les autres, car il ne peut se faire que par l'existence d'enjeux, de médiation, de moments communs qui construisent le « vivre ensemble ». Les tendances à la fermeture et au repli sur soi renforceront alors les sentiments d'insécurité et la stigmatisation quotidienne de l'autre.

L'étude que nous avons réalisée à Montreuil-sous-Bois (Seine-Saint-Denis) à propos des sentiments d'insécurité illustre ce constat. Nous avons interviewé des groupes d'habitants – adultes et adolescents –, des professionnels impliqués au quotidien dans le quartier – postiers, chauffeurs d'autobus, policiers, éducateurs, assistants sociaux – et des élus de la ville. À l'issue de cette étude, nous avons restitué les analyses menées dans chaque groupe et nous avons mené un débat collectif. Au-delà de chaque fait d'insécurité, l'inquiétude majeure énoncée par les personnes présentes était celle de leurs capacités collectives à soutenir l'ouverture, l'avenir pour les jeunes. Ils étaient inquiets de savoir comment ne pas rester enfermés dans la vie quotidienne, comment avoir confiance dans leur avenir et celui de leurs enfants ? Cette confiance ne s'autodicté pas, mais elle peut se construire, se développer. Ainsi, les façons de vivre ensemble, la lutte contre les violences quotidiennes pour éviter la création de situations traumatiques et la possibilité des habitants d'être acteurs avec des responsabilités reconnues contribuent à cette réassurance collective, point d'appui pour les jeunes générations.

La dignité, le respect de soi et des autres : une dimension centrale de la vie des quartiers

Combien de fois une bagarre n'a-t-elle pas commencé parce qu'un jeune a dit à un autre : « Qu'est-ce que tu as à me regarder comme cela ? ». Par cette interrogation, il sous-entend : « Tu ne me respectes pas ». Cette sensibilité à l'irrespect est omniprésente. Elle signifie à la fois cette grande difficulté à trouver la bonne distance par rapport aux autres, mais aussi l'affirmation d'une valeur intangible, celle pour laquelle on peut agresser l'autre physiquement pour rétablir le respect, la limite qui ne doit pas être franchie. Souvent à cette valeur de respect est associée, chez les jeunes, la justice. Lors d'échanges avec eux, ils parlent de situations d'injustice, en particulier à l'école, situations parfois surprenantes où l'enseignant n'a pas dû avoir conscience de ce qui se passait pour le jeune. Les codes associés à des valeurs créent des conflits ou les défont au sein des quartiers. Le rapport à la règle est souvent peu reconnu, mais le rapport aux codes est immédiat. Les marques de respect ont aussi pour rôle d'assurer l'intégrité du corps, la capacité à garder cette intégrité face à des situations dangereuses liées à la drogue, parfois à la sexualité. Ainsi, la réputation d'une fille est très importante pour elle et pour ses proches. C'est une valeur centrale, car il s'agit là de l'intégrité physique et morale de la personne au sein du quartier.

Qu'en est-il dans les familles ? Lorsque nous parlons avec les adolescents et

leurs parents, nous remarquons l'importance donnée au respect – respect des pères, des mères et de la génération des frères. On remarque aussi des difficultés à maintenir cette valeur. Par exemple, le père n'apparaît pas à la hauteur des enjeux que s'est fixés le fils. L'argent « sale » sert à payer les amendes dans le métro. Le frère reproche à sa sœur de ne pas respecter la famille en vivant une relation amoureuse avec un Français. Autant de situations difficiles à négocier, significatives de réalités complexes et qui obligent à renégocier cette intégrité, ce rapport à l'autre. Les parents, face à ces transformations, sont souvent désemparés et n'ont pas de lieu pour en parler. Par exemple, un père de famille bat son fils parce qu'il a peur, parce qu'il n'a pas les mots pour intervenir et parce qu'il se sent impuissant. Il est alors interpellé par le travailleur social ou par le policier, parce qu'en France on ne bat pas les enfants. Comment dialoguer avec ce père et comprendre comment pour lui se rétablit le respect, tout en lui signifiant la limite de la violence ? Situation fort difficile pour le professionnel et le parent lui-même.

Aujourd'hui, la mise en place des maisons des parents ou des points écoute constitue des lieux d'échanges importants où le respect mutuel entre les parents et les professionnels peut se renforcer, où les parents peuvent sortir de l'isolement et de la honte individuelle. Là aussi, il s'agit d'un tissage quotidien, d'un apprentissage mutuel où, au fil des situations, l'on prend la mesure de l'autre, de son intégrité, de ce qui fait le respect.

À ce propos, Richard Sennett dans son livre *Respect : la dignité de l'homme dans un monde d'inégalité** en parle merveilleusement. Il parle de sa mère travailleuse sociale dans le quartier pauvre blanc de Chicago, quartier où ils ont vécu tous les deux. Il explique comment la question n'est pas de se mettre à la place de l'autre, mais de construire la bonne distance qui marque le respect de l'autre. Ceci constitue un travail quotidien avec l'autre, dans la diversité des cultures, mais aussi en prenant en compte l'altérité radicale, celle où l'on ne peut plus comprendre.

Pour illustrer ce propos, citons également le débat collectif qui a eu lieu avec une trentaine de mères de famille à la maison des parents du quartier des Poètes à Pierrefitte-sur-Seine. Le thème du débat était : « Faut-il dire aux enfants qu'on les aime ? ». Une grande attention était perceptible. Une femme avait longuement expliqué qu'elle aimait son fils et le lui disait. Les femmes d'origine d'Afrique centrale, silencieuses mais très présentes, sont alors intervenues : « Est-ce que c'est dangereux de ne pas dire aux enfants qu'on les aime ? Parce que, chez nous, cela ne se dit pas... » Ce sont des moments où il n'est pas facile d'intervenir, de faire du lien sans pour autant laisser la question sans réponse. Le dialogue au quotidien constitue un enjeu de respect, de dignité, mais il est difficile de se situer. De même quand les gens sont confrontés au racisme et à l'indignité, quel recours ont-ils ? Aujourd'hui, un des ressentiments par rapport à la société tient à ces situations d'incompréhension, de racisme immédiat envers eux-mêmes ou leurs proches. Nombre de jeunes diplômés ne trouvent pas de travail parce qu'ils habitent tel quartier ou parce qu'ils sont de telle origine. La lutte contre la discrimination et le racisme représente un enjeu majeur pour renforcer ce rapport de respect entre les jeunes et les adultes.

1. SENNETT Richard, *Respect : de la dignité de l'homme dans un monde d'inégalité*, Albin Michel, 2003.

La transmission, l'histoire : un enjeu pour l'inscription de l'adolescent dans sa généalogie, dans son devenir

L'étayage des adolescents est bien difficile aujourd'hui. Beaucoup de facteurs y contribuent. Pour certains, la survie immédiate, la chronicité de la cité et la relégation ne favorisent pas cette dynamique de l'étayage pour grandir. Lorsque la cité devient un lieu de fixation, elle ne permet plus ce rapport au temps et à l'histoire, les « jeunes sont alors pris dans les murs de la cité ». Pour d'autres, ils sont pris dans un kaléidoscope de références et s'étayaient peu sur l'histoire. Pourtant très vite, dans le dialogue avec eux, ils font référence à la langue, à la cuisine de la famille et du pays, et parfois revendiquent très fort des traditions. Par exemple, des jeunes filles maliennes qui, après s'être identifiées au ghetto américain, nous disaient qu'elles ne pouvaient se marier qu'avec quelqu'un de la même origine, voire de la même caste. Ils expriment ainsi une appartenance à respecter plutôt qu'une histoire et une place dans l'histoire.

Souvent, les jeunes prennent conscience de leur histoire quand ils sont devenus jeunes adultes, qu'ils ont eu un statut social, ou qu'ils ont eux-mêmes été parents. Ils font alors référence au silence des parents, souvent à l'absence de mots pour transmettre cette histoire, mais plutôt à sa transmission, de fait, en actes. Certains éprouvent alors le besoin de connaître cette histoire, de la faire leur. Ainsi, cet ami d'origine algérienne qui, lorsqu'il a été jeune père, a éprouvé le besoin de demander à son père ce qu'il avait fait pendant la guerre d'Algérie. Il avait connu son père souvent malade, dépressif, et les autres disaient de lui qu'il avait tenu un grand rôle pendant cette guerre. La nécessité de lever des pans d'incertitude, d'absences pour pouvoir s'étayer soi-même et exister dans sa génération. C'est le fait de tous, mais cela est encore renforcé quand la grande Histoire rencontre l'histoire de chacun. Comment défaire les silences ou les identifications héroïques pour retrouver la réalité quotidienne, celle des choix de l'instant qui décide des destins ? Les quartiers, par les personnes qui y vivent, sont habités par ces histoires non dites, non élaborées, où parfois, au détour d'une rencontre avec un enseignant, ou avec un animateur, le voile a été levé ; et l'enfant a pu connaître ce destin singulier, ce pays ou cette région de France dont on parle à la fois trop et pas assez. Les modes d'accueil des populations dans les grands ensembles, leur caractère fonctionnaliste et hygiéniste ont souvent gommé ces histoires pourtant tellement complexes sur un plan collectif.

Ainsi, lors de ce moment de travail avec un groupe d'habitants à Gonesse (Val d'Oise), un homme d'environ soixante ans prend la parole et raconte comment il est arrivé dans le quartier lors de sa construction après avoir habité le bidonville de Nanterre. Il raconte le départ d'Oran, l'arrivée à Marseille, puis à Nanterre, les nuages gris, la pluie, la boue et puis Gonesse, une vraie maison. Il parle de la solitude, comment, au bout de six mois, un jour, en ouvrant sa boîte aux lettres, il rencontre un ami d'enfance d'Oran. Ils ne s'étaient pas encore rencontrés bien qu'habitant depuis plusieurs mois dans le même quartier. Ils se racontent alors leur installation, le bar avec l'anisette. Une jeune femme d'une trentaine d'années prend alors la parole, ils se connaissent tous

bien, ils militent ensemble aux Restaurants du Cœur, mais ils n'ont pas eu l'occasion de se raconter leur histoire. Elle dit alors son immense joie de venir là, de retrouver son père, parti depuis plusieurs années en France, elle a dix-huit ans. L'homme, « pied-noir » d'Oran, parti d'Algérie très rapidement en 1962, ne dira pas directement comment il a vécu l'arrivée des familles arabes originaires d'Algérie, mais il est possible de penser que cela n'a pas été facile.

Tous les conflits de la décolonisation sont présents dans les quartiers. Ils sont là indirectement et se réactivent à travers des enjeux, tels que la construction des mosquées, mais souvent ils restent latents et contribuent à ces difficultés d'étayage. Pourtant des initiatives importantes sont prises à ce propos. Ainsi, au café politique ouvert à Gennevilliers (Hauts-de-Seine), soixante à cent personnes se sont rencontrées. Lors de l'une des séances consacrées à la mémoire de l'immigration, les échanges entre les générations ont été très ouverts et ont permis à chacun de retisser les fils de son histoire. Progressivement, l'histoire se renoue entre celle du pays ou de la région d'origine, la ville, le quartier où l'on vit. La plupart des villes, des quartiers portent des histoires importantes, celles-ci ne sont pas toujours élaborées mais au cours des échanges cette identité s'affirme. Si les caractéristiques sociales peuvent être souvent les mêmes, en termes de chômage, de fragilité économique, de multiplicité des origines, chaque quartier a cependant son identité en relation avec la ville où il s'inscrit : les Cévennes ou le Pré-Saint-Jean à Alès sont très différents du quartier du Luth à Gennevilliers ou des quartiers de Grande Synthe. Le pays, l'histoire ouvrière, les rapports à la ville, tout les différencie, de même que l'histoire d'Usinor-Sacilor n'est pas celle des usines de charbon d'Alès ou du port de Gennevilliers. Les jeunes et leurs familles sont eux-mêmes empreints de cette histoire spécifique, ils sont d'Alès, de Gennevilliers, de Grande Synthe et, au détour des échanges, ils manifestent ces appartenances. Très souvent, les efforts d'adaptation, d'ancrage, pour tenir à distance les pays d'origine sans les annuler sont très grands, c'est pourquoi aujourd'hui, lorsque nous nous apprêtons à démolir puis à reconstruire des logements et, dans certains sites, à déplacer une partie de la population, souvent la plus fragile, pour reconquérir avec des classes moyennes une partie du parc du logement social, nous sommes inquiets. Que va signifier ce nouveau déplacement ? Quelle rupture avec cet effort de réenracinement ? Comment ces jeunes vont-ils refaire l'histoire ? Nous risquons demain, par de nouvelles ruptures, d'être confrontés à des jeunes de plus en plus en errance, où même la symbiose dans le quartier ne sera plus possible. Comment prévenir de tels risques ? Seule une conscience de cet effort collectif pour exister, se réenraciner dans les quartiers et pour faire l'histoire peut aider à ne pas renouveler le choc fonctionnaliste initial aux grands ensembles.

Un travail collectif des adultes pour que les enfants puissent s'étayer, se construire et se différencier

Citons cette phrase d'Hannah Arendt¹, car elle exprime bien le travail à faire : « *L'enfant partage cet état de devenir avec tous les êtres vivants ; si l'on considère la vie et son évolution, l'enfant est un être humain en devenir, tout comme le chaton est un chat en devenir. Mais l'enfant n'est nouveau que par rapport à un monde qui existait avant lui, qui continuera après sa mort et dans lequel*

1. ARENDT Hannah, *Op. cit.*

il doit passer sa vie. Si l'enfant n'était pas un nouveau venu dans ce monde des hommes, mais seulement une créature vivante pas encore achevée, l'éducation ne serait qu'une des fonctions de la vie et n'aurait pas d'autre but que d'assurer la subsistance et d'apprendre à se débrouiller dans la vie, ce que tous les animaux font pour leurs petits. Cependant, avec la conception et la naissance, les parents n'ont pas seulement donné la vie à leurs enfants, ils les ont en même temps introduits dans un monde. En les éduquant, ils assument la responsabilité de la vie et du développement de l'enfant, mais aussi celle de la continuité du monde. Ces deux responsabilités ne coïncident aucunement et peuvent même entrer en conflit. En un certain sens, cette responsabilité du développement de l'enfant va contre le monde : l'enfant a besoin d'être particulièrement protégé et soigné pour éviter que le monde puisse le détruire. Mais ce monde a aussi besoin d'une protection qui l'empêche d'être dévasté et détruit par la vague des nouveaux venus qui déferle sur lui à chaque nouvelle génération. »

Ce travail des adultes est essentiel pour les jeunes et pour le renouvellement de la société à chaque génération. Pour que l'adolescence puisse continuer à être un âge de la vie, un mouvement d'étayage et de séparation, les adultes doivent se sentir assez solides et autonomes pour porter et accompagner ce processus. Reprenons cette définition de l'autonomie chez Winnicott proposé par Richard Sennett¹ : « *Pour Winnicott, expérimenter l'autonomie de l'autre peut prendre une forme aussi élémentaire que dans le cas du petit enfant qui passe les doigts sur la peau de sa mère et en perçoit la différence. C'est précisément ce rythme d'identification et de différenciation qui caractérise le processus d'autonomie chez les adultes comme chez les enfants. Ainsi conçue l'autonomie est une formidable recette d'égalité. Plutôt qu'une égalité de compréhension, une égalité transparente, l'autonomie signifie accepter chez l'autre ce qu'on n'a pas compris à une égalité opaque. »*

Ce mouvement d'autonomie présent toute la vie est fondamental à l'adolescence, car l'enfant construit alors progressivement sa position au monde au fur et à mesure des expériences et des réflexions qu'elle suggère. Les travaux d'Erikson² à propos de la crise de l'adolescence précisent ce mouvement à cet âge de la vie. S'ouvrir au monde, y construire sa position de sujet suppose un mouvement de séparation, de réorganisation interne qui prend appui et s'étaye sur les adultes, la société qui elle-même doit être assez solide et consciente d'elle-même. Pour les jeunes, nés dans des familles confrontées à la précarité, à des ruptures de valeurs, parfois à des traumatismes historiques et qui ont cependant reconstruit un ancrage dans leur quartier avec leurs enfants et leurs proches, ce mouvement d'autonomie et d'étayage est particulièrement difficile. Souvent la cité constitue d'abord un lieu de symbiose qui réassure par rapport aux échecs possibles, à l'insécurité, au vide. Trouver la dynamique d'étayage pour construire sa propre identité de sujet autonome est un mouvement particulièrement difficile, qui pourtant est essentiel pour sortir de cette survie et de cette fixation potentielle au sein de la cité. Ce mouvement de séparation/construction de soi suppose alors d'affronter des peurs, de vivre des expériences positives, de se reconnaître parmi les autres comme sujet de droit et d'avoir accès à des statuts sociaux positifs. Pour qu'il existe, les jeunes doivent

1. SENNETT Richard, *Respect : de la dignité dans un monde d'inégalité*, Albin Michel, 2003.

2. ERIKSON Erik H., *Adolescence et crise : la quête de l'identité*, Flammarion, 1968.

pouvoir prendre appui sur la génération des adultes, qu'ils soient parents ou non. Ainsi, ils pourront, parfois par des confrontations, définir leurs propres enjeux, leurs propres rapports au monde.

Trop d'adolescents sont aujourd'hui dans des situations d'indépendance immédiates sans confrontation ni dialogue avec les adultes. Souvent les adolescents sont seuls face à de grandes responsabilités dans les quartiers, à la fois pour eux-mêmes et parfois pour leurs familles. Le groupe de pairs et la micro-société de survie deviennent alors un refuge, en suspension temporelle jusqu'au moment où un déclic – la rencontre d'un tiers – permet d'envisager la vie autrement. Toutefois, ce déclic ne se produit pas toujours et certains d'entre eux restent enkystés dans un mode de vie où ils peuvent demain passer de la cité à la prison, à l'emprise des trafics dans des quartiers encore plus fermés qu'aujourd'hui. Ce serait alors un échec non seulement pour eux mais pour la société entière que de renoncer à l'autonomie de sujet pour tous.

Face à ces défis actuels pour étayer les jeunes générations, les parents seuls ne peuvent pas relever de tels enjeux. Il est nécessaire qu'ils puissent trouver des points d'appui, de compréhension et de partage. Ces rencontres constituent un travail avec l'ensemble des adultes vivant dans ces quartiers, avec les professionnels représentants de l'action publique et avec les élus. Souvent, un adolescent trouvera son propre mouvement d'autonomie parce qu'il pourra être tranquille par rapport à sa propre famille et qu'il rencontrera un tiers, source de nouvelles rencontres, de nouvelles découvertes de lui-même et du monde. Tenir de telles positions suppose de nouvelles solidarités et une conscience collective de cette responsabilité d'accueil de cette nouvelle génération.

Être solidaires entre adultes et professionnels pour relever ces défis

Notre métier actuel consiste, pour une grande part, à travailler avec les professionnels qui, tous les jours, œuvrent dans ces quartiers auprès des jeunes et de leurs parents, dans des missions de l'action publique. Ce sont des éducateurs, des animateurs, des enseignants, des chefs de projet, des assistants sociaux, des gardiens d'immeubles, des policiers, des chauffeurs d'autobus etc. Tous ont établi des relations avec les populations concernées et exercent des métiers définis en fonction de cultures professionnelles différentes. Pourtant, aucune institution seule n'est à même de soutenir les enjeux désignés précédemment. Aujourd'hui, l'enseignant ne peut pas seul dans l'école faire face aux situations auxquelles il est confronté, de même que l'éducateur de justice ou le postier. Tous inscrits dans ces missions de service public, ils ont développé des réseaux, des échanges, des liens de coopération plus ou moins explicites. Notre travail a pour objet de construire ces cultures partagées, tout en ne gommant pas les rôles, les missions et les places de chacun. Il ne s'agit pas de l'ajustement d'un système, mais il s'agit pour plusieurs professionnels de comprendre, de répondre aux situations vécues par les jeunes et leurs familles et de mieux analyser les défenses construites par chacun dans ses relations à la fois enrichissantes et difficiles. Nous visons ainsi à favoriser la reconstruction de dynamiques d'action plus pertinentes, plus efficaces par rapport aux personnes

concernées, en fonction de valeurs, parfois d'utopies partagées. Actuellement, nous sommes impressionnés par le grand investissement de ces professionnels pour reconstruire ensemble le sens de leurs actions, pour analyser, comprendre les personnes qu'ils côtoient. Il existe encore aujourd'hui une grande capacité collective pour résister aux violences, aux situations d'emprise et pour retrouver ensemble l'énergie de soutenir des sorties autonomes concernant les adolescents. Mettre ensemble des mots par rapport aux réalités quotidiennes vécues souvent en urgence, dans l'implicite ou dans la répétition, permet de se dégager de ces situations, de les réanalyser ensemble et de reconstruire une position personnelle et collective. Quand nous réussissons à associer directement les personnes concernées, qu'elles soient jeunes ou adultes, très rapidement des défenses se transforment, de nouvelles capacités d'invention collective émergent, mais cela n'est pas magique et suppose en amont des situations de rencontre, d'échange et la construction de places définies. Ainsi, dans l'atelier de la sécurité créé à Grande Synthe (Nord), les habitants invités ont été très fortement impliqués. Lors de l'analyse des situations de vandalisme scolaire avec les directeurs d'écoles primaires et maternelles, les habitants eux-mêmes ont alerté le groupe sur l'inquiétude des habitants témoins de ces violences. Il s'est alors mis en place un travail de relation entre les directeurs d'écoles, la police nationale, pour dialoguer avec les habitants témoins de ces violences. Toutefois, ceci n'a été possible que parce que cette ville mène dans son projet politique un travail quotidien auprès des habitants.

La visée collective proposée ici n'est pas facile à tenir, car à la fois les dynamiques internes des habitants au sein des quartiers et les rapports des institutions avec ces lieux de vie créent de la rupture, de la mise à distance ou de l'inclusion. Nous gardons toujours en mémoire cette phrase de Yao¹, car elle est tellement juste : « *La cité, c'est comme un élastique, tu pars le plus loin possible mais tu reviens toujours au centre.* » Pour les habitants et les jeunes aux prises avec l'exclusion – s'ils ne disposent pas d'un statut qui les rend autonomes, s'ils n'ont pas la possibilité d'être inscrits dans un parcours résidentiel choisi et qui sont de fait assignés à vivre là – le logement et la cité deviennent alors des lieux de refuge, parfois d'ancrage, porteurs d'ouvertures, de projets. Le rôle des institutions publiques est majeur à ce propos. Elles peuvent constituer des tiers, des supports d'ouverture, d'inversion de ce mouvement centripète, mais elles peuvent aussi contribuer à la fermeture, en renforçant les dépendances, en ne soutenant pas les souhaits de sortie. Ainsi, le travail mené à propos de l'accès aux droits par les juristes en lien avec les acteurs de la vie sociale et les personnes elles-mêmes, contribue à la construction de cette autonomie. Cependant, la logique de guichet – « tu as droit », « j'ai droit à » – inscrite dans une approche essentiellement opératoire, peut contribuer à un repli dans l'enfermement. Pour le jeune lui-même, cela permet de faire l'économie de choix et de maintenir ainsi une situation à l'identique.

Aujourd'hui, pour nombre de professionnels, interlocuteurs des jeunes dans l'espace public, la situation est fort difficile. Tous les professionnels ayant à exercer des fonctions d'autorité, d'exercice de la règle, sont confrontés à des altercations difficiles, parfois violentes. Être présent dans le quartier, reconnu,

1. BORDET Joëlle, *Les jeunes de la cité*, PUF, coll. Le sociologue, 1998.

crédible, en fonction de la mission éducative qu'il représente constitue un travail quotidien, parfois à renouveler sans cesse. Les éducateurs doivent être très vigilants à la place qu'ils occupent, aux alliances et aux relations établies avec les jeunes et avec les habitants. Trop éloignés des jeunes, ils ne représentent rien pour eux, au mieux ils sont porteurs de services potentiels ; trop proches d'eux, ils peuvent alors être pris dans des alliances complexes et ne plus tenir leur place. Être professionnel de l'éducation demande en permanence une vigilance et une capacité de construire sa place pour soi-même et pour les autres. Le professionnel, seul ne peut pas tenir de tels enjeux mais doit trouver des points dans son équipe, dans son institution et dans le travail engagé avec les partenaires. Confrontés indirectement aux organisateurs sociaux internes à la cité, nombre de professionnels doivent en permanence reconstruire leur position pour tenir leur mission de service public, leur rapport à la laïcité et à la démocratie locale tout en respectant les identités de chacun. Pour tous les professionnels, cette position est difficile. Mais, elle l'est particulièrement pour certains jeunes animateurs et éducateurs issus eux-mêmes de ces quartiers, étant souvent de culture des pays du Maghreb. En effet, pendant de nombreuses années, ils ont représenté pour de nombreux jeunes une source d'identification positive. Devenir animateur ou éducateur constituait une valeur. Aujourd'hui, c'est plus difficile. Pour certains jeunes, les animateurs, surtout lorsqu'ils ont des statuts précaires comme ceux d'emplois jeunes, ne sont plus valorisés. Parfois, ils sont perçus comme des traîtres, en alliance avec l'Occident en opposition à leur communauté religieuse. Ces évolutions doivent être prises en compte par tous, car ces professionnels sont confrontés non seulement à des situations agressives, mais vivent eux-mêmes des conflits par rapport à leur métier et à leur identité. Le travail à mener auprès d'eux aujourd'hui, pour qu'ils continuent à établir des rapports de tiers entre les jeunes et la société, est très important.

Renoncer à ces rapports de tiers entre cette dynamique de fermeture des quartiers sur eux-mêmes et le lien avec la société, soutenus par les missions de l'action publique en relation avec les habitants, serait alors l'acceptation d'une mise au ban, cette fois-ci politique, d'une partie de la population la plus marginalisée. Cet enfermement risque alors de renforcer la référence essentialiste à l'Islam et, à terme, ne plus permettre ce travail de soutien à l'autonomie, condition interne à la démocratie. De fait, le retrait actuel de l'investissement public par le soutien aux médiations collectives, risque progressivement de défaire l'effort permanent instauré pour consolider les liens entre les communautés de vie de ces quartiers et les représentants de l'action publique.

Tisser des liens entre les groupes affinitaires et communautaires et les communautés de vie pour renforcer la démocratie locale

Nous différencions la communauté de vie des groupes communautaires. Dans ces quartiers, des communautés de vie se sont créées entre les habitants, les commerçants, parfois certains acteurs sociaux comme les gardiens d'immeuble, les éducateurs, les animateurs, les policiers de proximité, mais aussi

les jeunes eux-mêmes. Si les quartiers « tiennent quand même », c'est très souvent parce que, de fait, au quotidien, ces communautés existent. Cependant, elles ont été très peu identifiées et le plus souvent elles n'ont pas été instituées ni sur un plan social, ni sur un plan politique. Instituer ces communautés de vie suppose alors d'accepter la construction de contre-pouvoirs. C'est accepter qu'elles puissent prendre des décisions, qu'elles puissent contrôler leur mise en œuvre, qu'elles puissent être reconnues et être impliquées autrement dans la vie locale. Dans toutes les villes où nous avons travaillé, ce passage n'a pas été fait ; au mieux, les communautés de vie deviennent des points d'appui dans des moments de crise, de tensions, qu'il faut calmer rapidement. Même si ces communautés de vie sont complexes, traversées elles-mêmes par des conflits, des formes de stigmatisation interne, elles constituent un point d'appui central pour que s'établissent ces solidarités. Les reconnaître, les instituer et leur donner du pouvoir dans la vie sociale permet alors de négocier autrement les pouvoirs internes de ces organisateurs sociaux qui, de fait, peuvent créer parfois des modes de rapport au sein des quartiers caractérisés par la force, la surveillance ou l'emprise en rivalité et à distance des lois sociales.

Reconnaître les communautés de vie, les aider à se fortifier, à se constituer, à exister dans une reconnaissance politique en lien avec les élus locaux et les représentants de l'État constituent alors un levier pour enclencher des processus d'autonomie : cette reconnaissance symbolique favorise l'identification de chacun comme sujet social et comme sujet politique. Les associations, les regroupements en fonction des identités, des cultures, des origines, peuvent y trouver leur place. Cependant, au-delà de cette aspiration encore dominante, des replis entre soi se développent. La revendication et le désir de devenir citoyen autonome par rapport à des groupes d'appartenance affinitaire ou communautaire se transforment. C'est un phénomène complexe car, selon les personnes, leurs histoires, leurs aspirations, ces modes de repli et leurs liens avec les institutions et la société ne sont pas les mêmes. Ainsi, le repli dans des groupes se référant à l'Islam pour des jeunes adolescents nés en France, ayant été confrontés à l'échec scolaire ou à la discrimination à l'emploi, n'est pas du même ordre que l'organisation entre soi d'adultes arrivés récemment en France de pays confrontés à la pauvreté et à la violence politique. Les liens à instaurer entre ces groupes affinitaires et communautaires et la communauté de vie de la ville, du quartier, constituent un axe de travail important pour les responsables politiques, les professionnels et l'ensemble des habitants. La plupart des habitants de ces quartiers revendiquent le statut et les moyens de vie des classes moyennes, soit un travail salarié, le choix de leur habitat, la mobilité et l'accès à l'argent légal pour vivre. Beaucoup d'entre eux souhaitent avant tout que leurs enfants sortent de la précarité et accèdent à cette condition sociale. Pour la plupart, les institutions, en particulier l'école, sont reconnues comme un vecteur central d'accès à cette autonomie. Cette inscription sociale n'annule pas pour autant les lieux d'appartenance, la référence aux identités et aux cultures spécifiques.

L'inscription de cette communauté de vie dans la vie démocratique locale peut alors conforter l'existence de solidarités. La question des solidarités ne relève pas seulement d'un choix d'attitude ou de dépassement de mécanismes de

défense. Ce serait donner une lecture essentiellement psychologique des difficultés rencontrées, voire moralisante, mais davantage d'un projet politique. Ces liens à établir entre la communauté et la politique contribuent aux solidarités, car la communauté a alors la capacité d'exercer son pouvoir et d'affirmer ainsi sa dignité.

Une des conditions de la solidarité serait alors que la communauté de vie retrouve elle-même sa capacité d'agir, de faire des choix et de les mettre en œuvre. Les enjeux identifiés par les habitants eux-mêmes seraient alors partagés avec les professionnels, ainsi que leurs responsabilités dans la mise en œuvre. L'enseignement que nous retirerons du budget participatif au Brésil, en particulier à Porto Alegre, est cette confiance faite par le pouvoir politique à la communauté d'habitants pour exercer les choix, les mettre en œuvre avec les professionnels et les contrôler. Dans le champ de l'éducation, une telle perspective est possible dans nos quartiers, elle suppose un engagement des institutions, une autre position de l'État et un projet politique local. Un retrait trop important de l'État et du politique dans ces quartiers risque de conforter le repli et le renforcement d'organisations internes en rupture avec la démocratie. Cependant, la situation actuelle des modes d'intervention de l'État providence est trop en rupture avec les dynamiques internes de ces quartiers. La question centrale aujourd'hui n'est plus de faire pour les gens mais avec eux, en leur reconnaissant des choix et des pouvoirs. Il existe de nombreuses tentatives en France à ce propos. Il est nécessaire de les identifier, de les construire. Les questions éducatives sont centrales et difficiles. Travailler avec les jeunes, construire leur place avec eux, assumer les conflits que cela suppose est passionnant mais difficile.

Par exemple, citons un conseil local des jeunes d'une ville de la région parisienne que nous avons accompagné pendant deux ans avec les animateurs. Les jeunes issus des quartiers en relation avec le service de la jeunesse ont accepté de constituer ce conseil en lien avec les élus et le pouvoir politique représentatif. Cependant, très rapidement, ils ont souhaité témoigner des conditions de vie des jeunes les plus exclus, aux prises avec la police, parfois en prison. Ils ont réalisé des vidéos à cet effet. Au cours de ce travail, ils ont rencontré des professionnels, des représentants de la police et de la justice, des familles de jeunes et les jeunes eux-mêmes. Ces vidéos ont été l'objet de plusieurs débats : dans le quartier, dans les écoles, au sein du conseil local des jeunes. Le débat et la coopération avec les élus ont cependant été très difficiles. Très vite, ces jeunes sont apparus comme difficiles et la discussion avec eux complexe. Cependant, leur appartenance à cette instance, la confrontation avec des institutions et leurs représentants ont influencé leur évolution. Ainsi, un des jeunes, lors d'un bilan du conseil local des jeunes, a expliqué comment ce travail lui a permis de passer de la révolte immédiate à une conscience politique. Après plusieurs années, ils ont quitté le conseil local des jeunes, certains ont été rencontrés dans une association sur l'accès aux droits des jeunes, Thémis à Strasbourg, alors que d'autres sont allés voir « les motivés » à Toulouse. Depuis ils ont créé leur propre association et ont mis en place un débat collectif avec

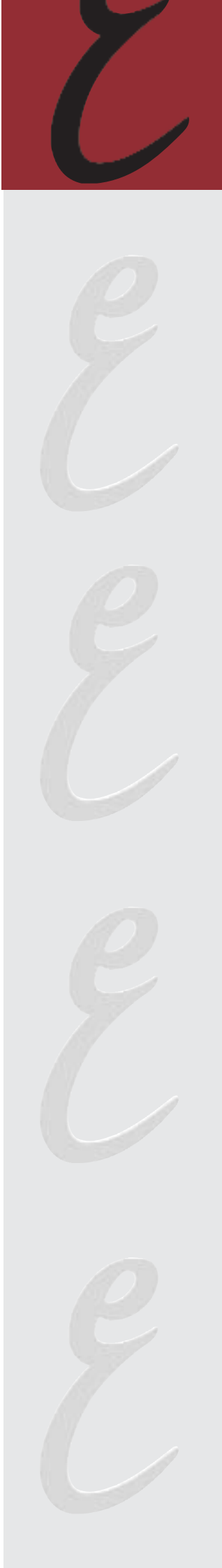
les jeunes de la ville proche pour dire « nous ne serons pas la tolérance zéro » de la banlieue, et créer une capacité d'interpellation politique locale.

Reconnaître les communautés de vie, renforcer les solidarités entre les adultes et les institutions : un projet politique

Il y a urgence à renouer des liens de partage et de responsabilité avec les adultes et les jeunes qui vivent dans ces quartiers. Trop souvent, les ruptures de liens, d'échanges, l'imposition de dispositifs trop peu appropriés par les gens eux-mêmes, maintenant le retrait de l'action publique et l'intensification des politiques de maîtrise et de contrôle, ont favorisé l'enfermement et l'émergence d'organismes sociaux caractérisés par la force et l'emprise. Maintenir ouverts les quartiers, les inscrire dans la ville et dans l'urbanité exige un soutien à l'autonomie et le partage de cette responsabilité pour « faire grandir les enfants ». Ceci suppose à la fois l'existence d'un projet politique démocratique et la reconnaissance de solidarités entre les adultes pour accueillir les nouvelles générations. Par exemple, citons le travail réalisé au Burundi par les CEMEA avec les éducateurs et les journalistes de télé et de radio de ce pays à propos de l'éducation des enfants après le génocide. Denise, une jeune journaliste est intervenue en disant au cours d'un bilan d'une session de travail : *« J'ai découvert que ces enfants de la rue ne sont ni des misérables, ni des délinquants mais un enjeu patriotique »*. Il serait souhaitable qu'en France, dans nos quartiers, nous puissions trouver cette solidarité qui, au Burundi comme ailleurs, est très fragile.

La notion de solidarité entre les adultes et les institutions, proposée ici, a pour rôle de soutenir une visée collective, politique dans le but de résister à des effets destructeurs du lien social et d'ouvrir à des changements sociaux, des inventions sociales que nous ne connaissons pas encore. Cette notion ne désigne pas une attitude psychologique et morale, mais a pour objet de nommer une responsabilité qui n'incombe pas qu'aux parents et aux jeunes. Le devenir de ces jeunes les plus marginalisés est un symptôme pour la société entière. Si demain une partie d'entre eux n'a pas accès à un statut de sujet autonome, mais se retrouve dans une vie d'aliénation, où l'enfermement et l'emprise sont dominants, cela représentera une rupture pour toute la société, un abandon de ce mouvement qui est de tenter que tous soient les plus autonomes possible.

Aujourd'hui, nous sommes dans une spirale où l'enfermement dans le quartier produit son propre processus d'emprise et de rupture avec cette autonomie et où les réponses politiques et l'action publique tendent de plus en plus à contenir ces personnes dans des espaces à part, en rupture avec la ville, avec une existence autonome. La notion de solidarité entre les adultes et les institutions propose une voie de résistance et de travail pour transformer ce processus. C'est une des ouvertures possibles. Ainsi, en partageant cette responsabilité avec les parents de ces jeunes, avec leurs familles, pour qu'ils soient accueillis,



pour qu'ils adviennent au monde, pour y trouver leur place et y agir, nous contribuons à créer des liens. Nous contribuons à soutenir le fait qu'un enfant, quelles que soient les conditions de sa naissance, puisse s'étayer sur le monde des adultes et construire progressivement sa façon d'exister. C'est là une visée et une utopie collective, mais celle-ci est née depuis de nombreuses années dans un contexte de vision du progrès, d'État providence.

Comment dans les changements actuels ne pas y renoncer ? À quelles conditions contribuer à soutenir cette approche de l'adolescence ? C'est un acquis culturel et collectif qui demain peut disparaître pour tous. Certains jeunes seront alors confrontés à la fois à des modes de survie et à des responsabilités, ils ne pourront plus s'étayer sur un monde protecteur et confiant pour grandir. Ce que nous appelons l'adolescence n'existera plus alors pour eux. Nous pensons à des échanges et à des réflexions que nous menons actuellement avec des éducateurs qui travaillent dans une favela à Brasilia. Leur premier objectif pour permettre aux jeunes d'être adolescents est de renforcer leur protection par la présence des institutions, mais c'est très difficile, et par le travail des éducateurs avec les familles. Ils visent ainsi à ce que les jeunes évitent les situations les plus dangereuses et les plus destructrices par rapport aux trafics, à l'addiction, au risque de la criminalisation, mais ils nous disent aussi comment aujourd'hui la plupart d'entre eux ne quitteront pas la favela, la survie et la nécessité de se défendre quotidiennement. Nos échanges avec les Brésiliens montrent cependant que, pour une part importante de la population, ces jeunes des favelas deviennent un enjeu collectif, de cohésion pour la société entière. Comment pouvons-nous ici prendre en compte les risques dans lesquels nous sommes aujourd'hui et intervenir dès maintenant ? Notre ouvrage, en référence à nos acquis, à des expériences collectives déjà existantes, vise à construire avec d'autres une perspective politique et collective dans ce sens.

Joëlle BORDET,
psychosociologue, chercheuse au CSTB.